

COMMUNE DE PARBAYSE	ARRÊTÉ N° A-54-2022 du 8 décembre 2022 NATURE : Occupation et droits des sols	A	2022-36
---------------------	--	---	---------

MAIRIE de PARBAYSE	CERTIFICAT D'URBANISME Simple information DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
-------------------------------	--

Demande déposée le 29/11/2022		N° CU 064 442 22 X 4001
Par :	MATTEI ET ASSOCIES SELARL	Superficie : 37355 m²
Demeurant à :	3 RUE LOUIS BARTHOU 64000 PAU	
Sur des terrains sis à :	Lieu-dit Plane de la Bayse	
Cadastrés :	A 282, A 283, A 289	

Le Maire,

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables aux terrains situés Lieu-dit Plane de la Bayse (cadastrés A 282, A 283, A 289), présentée le 29/11/2022 par MATTEI ET ASSOCIES SELARL, et enregistrée par la mairie de PARBAYSE sous le numéro CU 064 442 22 X 4001 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

CERTIFIE :

Article 1 : Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 : Document d'urbanisme :

Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 30 mai 2017.

- Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal prescrite par délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Lacq Orthez en date du 26 septembre 2022

Les terrains sont situés :

- parcelles A 282, A 289 zone Ai pour environ 36945 m²
- parcelle A 283 zone Ni pour environ 410 m²

COMMUNE DE PARBAYSE	ARRÊTÉ N° A-54-2022 du 8 décembre 2022 NATURE : Occupation et droits des sols	A
----------------------------	--	----------

- Réservoir de biodiversité : parcelle A 283
- Trame bleue : parcelles A 282, A 283

Dispositions d'urbanisme applicables au terrain : ces dispositions figurent sur les documents consultables en Mairie.

Droit de préemption urbain :

- Les terrains ne sont pas situés dans une zone soumise au droit de préemption urbain.

Servitudes et contraintes grevant le ou les terrains :

Toutes les parcelles :

- I6 : Servitude relative aux mines et carrières établies au profit des titulaires d'autorisations d'exploitation
- Risque sismique 4 (Aléa moyen)
- Risque argile (aléa faible)
- NATURA 2000 (Directive Habitat)
- ZNIEFF de type II : Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique
- Nappes phréatiques : zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe

Parcelle A 282 :

- I1 : Servitude relative aux canalisations de transport d'hydrocarbures

Parcelles A 282, A 289 :

- Élément paysager Haies (Linéaire)

Article 3 : Fiscalité applicable aux constructions en date de délivrance du présent certificat :

- Taxe d'aménagement
- Redevance Archéologie Préventive

1. T	<i>Les contributions cochées ci-dessous seront assises et liquidées par la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire, d'un permis d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable</i>
AXES	
<input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement	
Part communale :	Taux : 1%
Part départementale :	Taux : 2,5 %
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance d'archéologie préventive	
	Taux : 0.40 %

COMMUNE DE PARBAYSE	ARRÊTÉ N° A-54-2022 du 8 décembre 2022 NATURE : Occupation et droits des sols	A	2022-37
---------------------	--	---	---------

Les contributions ci-dessous pourront être prescrites :

- Par un permis, tacite ou explicite, de construire ou d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable.
- Par un permis d'aménager, sous la forme d'une participation forfaitaire définie par le paragraphe c) de l'article L. 332-12 du code de l'urbanisme.

Participations préalablement instaurées par délibération : néant.

Observations et prescriptions particulières :

Les parcelles A 282, A 283, A 289 sont situées dans la zone de crues de type centennale et décennale de l'Atlas des zones inondables de la commune de Parbayse.

De plus, une étude hydraulique menée sur le Gave de Pau et ses affluents par le Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau établissent un état des lieux du fonctionnement du cours d'eau lors d'une crue centennale.

La carte des hauteurs d'eau issue de ces études hydrauliques situe les terrains en zone inondable :

- hauteur d'eau inférieure ou égale à 0,5 mètres. Il conviendra de prendre en considération cette nouvelle connaissance dans l'analyse d'un futur projet.

En application du décret n°2010-1255 du 22/10/2010, la commune est classée en zone sismique 4 (aléa moyen). La future construction sera assujettie aux dispositions de l'arrêté en date du 22/10/2010 se rapportant aux mesures parasismiques.

Les Pyrénées-Atlantiques font partie des départements français touchés par le phénomène de retrait-gonflement des argiles. Selon l'étude par le Service Géologique Régional d'Aquitaine, la commune est dans une zone identifiée sensible de retrait-gonflement des sols à dominante argileuse. Il est conseillé de réaliser une étude géotechnique à la parcelle. A défaut, il conviendra de mettre en œuvre des règles constructives "type" visant à réduire le risque de survenance de sinistre. Il est possible de consulter la cartographie des aléas au niveau du département des Pyrénées-Atlantiques, sur le site spécialisé du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) : www.argiles.fr

La commune est répertoriée sur le site BRGM (www.inondationsnappes.fr). Le pétitionnaire est invité à consulter ce site afin de prendre connaissance du niveau de la sensibilité des remontées de nappes qui affectent le(s) terrain(s).

Fait à PARBAYSE,
Le 06 décembre 2022

Le Maire,
Nicolas LAPUYADE



COMMUNE DE PARBAYSE	ARRÊTÉ N° A-54-2022 du 8 décembre 2022 NATURE : Occupation et droits des sols	A
---------------------	--	---

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité: Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité, si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé. La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger, est déposée et transmise au maire de la commune dans laquelle le terrain est situé.

A défaut de notification d'une décision expresse portant prorogation du certificat d'urbanisme dans le délai de deux mois suivant la réception en mairie de la demande, le silence gardé par l'autorité compétente vaut prorogation du certificat d'urbanisme. La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale (Art. R. 410-17-1)

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Fiscalité : En application de l'article 3 du B du I de l'article 28 de la loi de finances rectificatives pour 2010 du 30 décembre 2010, le régime des taxes et participations d'urbanisme mentionné dans le présent certificat d'urbanisme ne sera pas applicable aux demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1er mars 2012.